

État de l'économie nationale en 2015

Un rebond des activités attendu au second semestre

I. M'B.

Libreville / Gabon

Bien que timide au premier semestre, l'activité économique devrait rebondir au second semestre, ont estimé les technocrates du Comité monétaire et financier national réunis avant hier au siège national de la BEEAC. Deux secteurs sont impactés. Le second semestre s'annonce plutôt sous des signes plutôt optimistes : la BEEAC a décidé de réduire son taux directeur dans l'espoir de relancer les crédits aux entreprises.

LE ministre de l'Economie, de la promotion des investissements et de la Prospective, Régis Immongault a présidé avant-hier deux réunions d'importance pour ausculter l'état de l'économie nationale et dresser le bulletin de santé des six mois de l'année en cours. Avec les technocrates du Comité monétaire et financier national, puis l'élite publique et privée de la finance bancaire qui siègent au Conseil national du crédit, ces spécia-



Régis Immongault en compagnie du gouverneur de la BEEAC, Lucas Abaga Nchama.



Les banquiers lors du Conseil national du crédit appelés à soutenir les entreprises.

listes ont aussi examiné l'horizon économique au second semestre 2015. Précisément, dans la zone Cémac et au Gabon. Le diagnostic dégage deux tendances : un premier semestre plutôt morose, et des perspectives prometteuses pour les six prochains mois. " La Banque centrale a révisé les perspectives de croissance au niveau de la Cémac. Au lieu de 4, 2 % de prévision de croissance, c'est un taux qui a été ramené à 2,8 % pour la zone. Pour ce qui est du

Gabon, la BEEAC a révisé le taux à 4,6 %, contre des prévisions de 4,8 % en début d'année ", a déclaré le ministre gabonais de l'Économie. Avant d'ajouter que la situation conjoncturelle, fin juin, donnera plus d'éclairage. Au premier semestre, le secteur secondaire et des pans du secteur tertiaire fléchissent du genou quand le secteur primaire redresse la tête bien au-dessus des prévisions initiales. " Nous avons une idée de la situation en fin mars 2015. Et au regard des informations en notre possession, les perspectives fin juin permettent de se rendre compte que dans le secteur primaire, l'activité a été positive. Nous avons eu une production pétrolière qui se tient par rapport aux prévisions, et même légèrement au dessus. Au niveau du secteur minier, la situation est aussi favorable. Cependant, nous constatons une baisse d'activités au niveau du secteur secondaire, et surtout au niveau du secteur tertiaire. Précisons que la grosse partie du secteur tertiaire est représentée par le

commerce qui a baissé", a commenté le ministre Immongault. " Quand il y a contraction des revenus, cela se fait ressentir au niveau du secteur tertiaire". Fait important, tout le secteur tertiaire n'est pas pour autant moribond. Le sous-secteur des télécommunications jouit d'une santé plutôt robuste. " Il marche très bien", a nuancé le ministre Immongault. Cependant, la prudence demeure de mise chez les analystes économiques, financiers et monétaires. Il faudra attendre le mois d'août pour savoir exactement si les perspectives de croissance pourraient être de nouveau révisées; en tenant compte des informations du terrain. Toutefois, la croissance au niveau de l'économie gabonaise a donc été confirmée par le comité monétaire et financier. Même si elle pourrait être moins forte que celle initialement envisagée en début d'année. Pour une raison évidente, dira le ministre de l'Economie : la mise en place tardive du budget d'investissement. C'est en

effet, au mois de juillet 2015 que le budget d'investissements a été mis en place. Cela a eu un impact sur le niveau de l'activité économique, en ce qui concerne les bâtiments et travaux publics précisément. **CNC.** Le Conseil national du crédit, auquel prennent part les représentants des banques, s'est penché sur les mécanismes destinés à stimuler les activités des entreprises. Ainsi, pour davantage dynamiser l'économie nationale, le taux directeur de la BEAC a été revu à la baisse. Il passe de 2,95 à 2,45 % afin de favoriser les crédits à l'économie, à travers une augmentation des crédits aux entreprises. " Nous constatons qu'au niveau bancaire, il y a une réaction de frilosité. Il faudrait absolument que le secteur bancaire puisse jouer son rôle d'accompagnement de l'économie en accordant plus de crédits, à moyen et long termes, de manière à soutenir l'activité économique ", a expliqué le ministre de l'Économie, de la Promotion des investisse-

ments et de la Prospective. L'autorité monétaire et financière gabonaise espère ainsi que les PME/PMI vont mieux préparer les projets à soumettre aux banques. Lesquelles banques avancent l'argument que, rares sont les projets réellement bancables qui leur sont présentés. " Nous espérons que les banques vont instaurer une certaine souplesse surtout en matière de qualité de dossiers. Comprenez que cette rigueur des banques découle du souci de ne pas avoir des créances en souffrance. Enfin, en tenant compte du fait que le marché financier n'a pas assez de profondeur au niveau sous-régional, toute chose qui justifie le recours au secteur bancaire pour le financement de l'économie, le ministre Immongault souhaite que la souplesse de la banque centrale, traduite par la baisse du taux du directeur, s'exprime par une augmentation des crédits aux entreprises. Mais surtout, qu'il y ait une répercussion, tout aussi à la baisse, sur le taux de risque pratiqué par les banques secondaires.

Hydrocarbures

Total Gabon coule au 1er semestre



Chiffre en baisse pour Total Gabon au premier semestre 2015.

MSM

Libreville/Gabon

LA compagnie pétrolière Total Gabon a accusé une perte sèche de 27 millions de dollars (16 milliards de francs) au premier semestre 2015, contre un bénéfice de 117 millions (70 milliards de francs) à la même période l'an passé. Dans un contexte marqué par une dépréciation du prix du brut à l'international, le chiffre d'affaires de la compagnie a chuté de 41% pour s'établir à 466 millions de dollars (280 milliards de francs). Ces mauvais résultats s'expliquent principalement par « la baisse du prix de vente des qualités de brut commercialisées par Total Gabon (-373 M\$) partielle-

ment compensée par la hausse des volumes vendus sur la période liée au planning des enlèvements (+44 M\$), du négoce de pétrole brut pour le compte de tiers (+4 M\$) et des prestations aux tiers (+2 M\$) », indique un communiqué de l'entreprise. La capacité d'autofinancement globale est à 73 M\$ au premier semestre 2015, contre 450 M\$ un an auparavant. Sur la période, la part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon s'est élevée à 44.200 b/j, contre 47.700 b/j au premier semestre 2014, soit une baisse de 7%. Le semestre est enfin marqué par un chute de 59% des investissements pétroliers à 150 millions de dollars.

LES ACTES FRAUDULEUX SONT RÉPRIMÉS PAR LA LOI ET NE SONT PAS SANS CONSÉQUENCES

La CNSS, soucieuse de l'épanouissement, du bien-être des travailleurs et de leurs ayants droit, met tout en œuvre pour que chaque assuré puisse bénéficier de la prestation dont il a droit. Elle s'attèle à rétablir les assurés dans leurs droits lorsqu'ils sont spoliés par un tiers.

Ensemble évitons la falsification des pièces d'état civil.

Notre ambition : mieux vous servir

Boulevard de l'Indépendance • B.P. 04 Libreville - Gabon
Tél : 01 76 24 39 • Fax : 01 76 64 25 • www.cnss.gp
Centre d'appels : 162